

A la recherche de marchés: les relations canado-japonaises

par Stephen Heeney

Les instances fédérales à Ottawa se penchent aujourd'hui sur nos relations avec le Japon non seulement parce que ce pays est notre deuxième partenaire commercial, mais aussi parce que ces relations sont partie intégrante de la politique étrangère du Canada. Dans son livre blanc sur le sujet, le gouvernement déclarait que la politique la plus appropriée pour les années 70 serait de renforcer et d'élargir les éléments de notre politique intérieure portant sur les grandes questions nationales. Dans cette optique, le rôle de la politique étrangère est d'appuyer une stratégie à long terme visant à développer et à affirmer l'économie et les autres aspects de notre vie collective au pays. A l'étranger, cet objectif se réalisera surtout grâce à la diversification de notre commerce en vue d'établir une économie plus saine et moins vulnérable, capable de soutenir la concurrence sur le marché intérieur et les marchés internationaux et d'élargir l'éventail des marchés où les Canadiens peuvent soutenir et soutiendront effectivement la concurrence.

Dans ce contexte, le gouvernement envisage donc sérieusement et positivement le rôle des relations canado-japonaises à la lumière de ses objectifs nationaux et internationaux. En fait, dans sa déclaration du 22 octobre 1974 au Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures mentionnait deux grands centres d'intérêt sur lesquels nous espérions axer nos efforts dans le cadre

M. Heeney cumule les fonctions de directeur adjoint à la direction du Pacifique au ministère des Affaires extérieures et de responsable de secteur pour le Japon.

Il a occupé le poste de premier secrétaire à l'ambassade du Canada à Tokyo; il a été auparavant le principal conseiller politique des Commissaires canadiens auprès des Commissions internationales de surveillance et de contrôle au Vietnam et au Laos.

de la politique de diversification de nos relations extérieures: l'un est la Communauté européenne et l'autre, le Japon.

Il fut relativement simple de voir le Japon dans un tel rôle. Sur le plan politique, le Japon et le Canada possèdent des institutions démocratiques analogues; ils adhèrent, tous deux, à des traités de sécurité avec les États-Unis. La vie sociale est dominée dans les deux pays par la structure et l'approche urbaines ainsi que par tout le dispositif des communications modernes. Les Canadiens et les Japonais sont des gens instruits et des consommateurs avertis. Bien que nombre de Japonais considèrent maintenant comme extravagantes les prédictions faites par Herman Kahn (*The Emerging Japanese Superstate*), il semble toutefois, à moins d'un désastre absolu, que les Canadiens et leurs amis japonais soient appelés à cohabiter un jour ou l'autre dans une «société post-industrielle». Ainsi malgré d'importantes différences culturelles, le Canadien et le Japonais modernes ont beaucoup en commun et des objectifs similaires non seulement en ce qui concerne l'orientation de leurs propres sociétés mais aussi en ce qui concerne le monde entier.

Communauté d'intérêts

Etant donné cette vaste communauté d'intérêts, il ne fut guère difficile de faire le lien entre les relations que nous entretenons avec le Japon et la nécessité de diversifier nos relations internationales afin d'assurer la réalisation de nos objectifs économiques. Il existait d'ailleurs de bonnes bases pour cela puisque le Canada et le Japon sont de grands partenaires commerciaux; on prévoit qu'en 1975 ce dernier achètera chez nous des biens valant environ 2 milliards de dollars alors qu'il nous en vendra pour 1.5 milliard.

Certains objectifs canadiens seront difficiles à réaliser et exigeront tout au moins des efforts considérables, notamment au chapitre de la diversification de nos exportations au Japon. L'essor du commerce entre le Canada et le Japon est